

Le pipeline Kirkuk-Méditerranée, « troisième fleuve » de l'Irak

Shirine Guy

Entré en service en 1934, fermé à plusieurs reprises, l'oléoduc reliant le champ de Kirkuk à la Méditerranée a une histoire agitée. Ses péripéties illustrent bien l'enjeu politique et stratégique que représente le pétrole pour les pays arabes de la région.

Avec la découverte du champ pétrolifère de Baba Gurgur à Kirkuk en 1927, le Moyen-Orient entre dans l'ère du pétrole au moment où il devient un produit indispensable à l'industrialisation et au développement économique des pays occidentaux. Ces derniers tentent alors par tous les moyens de contrôler à la fois sa production, son exploitation et sa distribution grâce à des entreprises multinationales comme l'*Irak*

Petroleum Company (IPC). Succédant en 1928 à la *Turkish Petroleum Company*, cette entreprise d'origine britannique est un consortium de plusieurs compagnies pétrolières. Elle est composée de l'*Anglo-Persian Oil Company* (future *British Petroleum*) (23,75 %), de la *Royal Dutch/Shell* (23,75 %), de la *Compagnie française des pétroles* (CFP) (23,75 %) qui a récupéré les parts de la Deutsche Bank au titre de réparations de guerre en 1924, de la *Near East Development Corporation* (association de plusieurs entreprises américaines dont la *Standard Oil of New Jersey* et la *Socony*) (23,75 %) et de la *Partex de Calouste Gulbenkian* (5 %).

En échange de la concession de Kirkuk, les Irakiens, qui viennent d'accéder à

l'indépendance, demandent en 1930 à l'IPC de construire rapidement un pipeline géant afin d'exporter leur pétrole à un coût compétitif. Pour l'IPC, la route entre Kirkuk et la Méditerranée est plus avantageuse

**Pour l'IPC, la route
entre Kirkuk et la
Méditerranée est plus
avantageuse**

car beaucoup plus courte que celle par bateau qui doit soit emprunter le canal de Suez et payer des taxes, soit passer par le cap de Bonne-Espérance, allongeant la durée et le coût du trajet de manière considérable, ce qui

se répercute automatiquement sur les prix à la pompe.

À travers l'histoire du pipeline Kirkuk-Méditerranée, la question pétrolière entre véritablement dans le jeu politique régional, dépassant la simple fonction économique de ressource naturelle pour devenir une arme pour les États arabes.

1. Naissance d'un pipeline géant (Fig. 1)

À sa construction, le pipeline géant Kirkuk-Méditerranée est synonyme de développement et de richesse à la fois pour les compagnies qui le construisent et pour les États qu'il traverse.

On lui donne le surnom de « troisième fleuve » d'Irak aux côtés du Tigre et de l'Euphrate. C'est d'ailleurs le titre qui sera donné à un documentaire réalisé par Robert Finnie¹ pour le compte de la *Bechtel Company*, en charge de la construction du pipeline 30-32 pouces dans les années 1950. Le film retrace toutes les étapes qui ont mené à la construction du pipeline, des opérations de fabrication des tubes aux États-Unis par la *Consolidated Western Steel Corp.* avec un acier spécial enrichi en carbone et en manganèse à leur transport par bateau et par train, de leur soudure dans les usines syriennes et irakiennes à leur mise en terre. Il met en scène les milliers d'ingénieurs et de techniciens occidentaux et arabes travaillant pour réaliser l'oléoduc qui représente une prouesse technologique et incarne le progrès.

Dès sa construction, le pipeline Kirkuk-Méditerranée est le symbole de la politique internationale qui prévaut à cette époque. Le chemin qu'il emprunte, et en particulier la présence de deux lignes (l'une qui s'arrête au Liban et l'autre en Palestine), témoigne des tensions qui existent alors entre l'Angleterre et la



Figure 1. Pose du pipeline de 30 pouces entre Kirkuk et Banias (Irak-Syrie) en 1952 (Archives Total)

1. Richard Finnie (1906-1987) est un écrivain, photographe et réalisateur canadien.

France². Les Anglais exigent de construire une ligne, appelée « ligne Sud », qui part de Kirkuk pour rejoindre le port de Haïfa en Palestine en passant par la Jordanie, tandis que les Français défendent la ligne dite « Nord » passant par la Syrie pour arriver au port de Tripoli au Liban, alors sous protectorat français (Fig. 2). Cette double ligne allonge le tracé du pipeline de près de 1 000 km et fait passer la ligne Sud dans des zones à risque, notamment près du Djebel druze, un foyer d'agitation permanent. Le premier réseau de pipelines, dont les tubes étaient de 12 pouces de diamètre, est construit entre 1932 et 1934. Rapidement, l'IPC agrandit la dimension des tubes qui passent à 16 pouces puis à 30-32 pouces. Un autre port est construit sur la côte syrienne à Banias.

La création de l'État d'Israël en 1948 marque l'entrée du pétrole dans le jeu géopolitique régional

La création de l'État d'Israël en 1948 marque l'entrée du pétrole dans le jeu géopolitique régional. Les intérêts pétroliers occidentaux dans la région sont pris pour cible et le pipeline Kirkuk-Méditerranée est alors saboté en plusieurs endroits, obligeant l'entreprise à fermer la ligne

Sud le 28 juin 1948. C'est une perte économique désastreuse pour l'IPC qui avait engagé des travaux de rénovation et d'accroissement de la capacité de cette ligne en installant des tubes de 16 pouces. La fermeture coûte à l'IPC près de 370 000 \$ par jour. Malgré le lancement de négociations, l'entreprise se retrouve prise en otage par ce conflit : ce n'est qu'en juin 1961 qu'elle récupèrera une part de son investissement en cédant au gouvernement jordanien l'usage du pipeline pour des projets d'irrigation tout en se réservant les droits que lui confère sa convention de transit dans le cas d'une reprise éventuelle des opérations pétrolières en Jordanie. Dans la lutte contre le jeune État hébreu, le pétrole est utilisé pour la première fois comme une arme.

2. Mémoire de Tiphaine Ferry, *La rivalité franco-britannique et la genèse du pipeline Irak-Méditerranée (1920-1932)*, Université de Paris 1-Panthéon Sorbonne, 2011.

COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

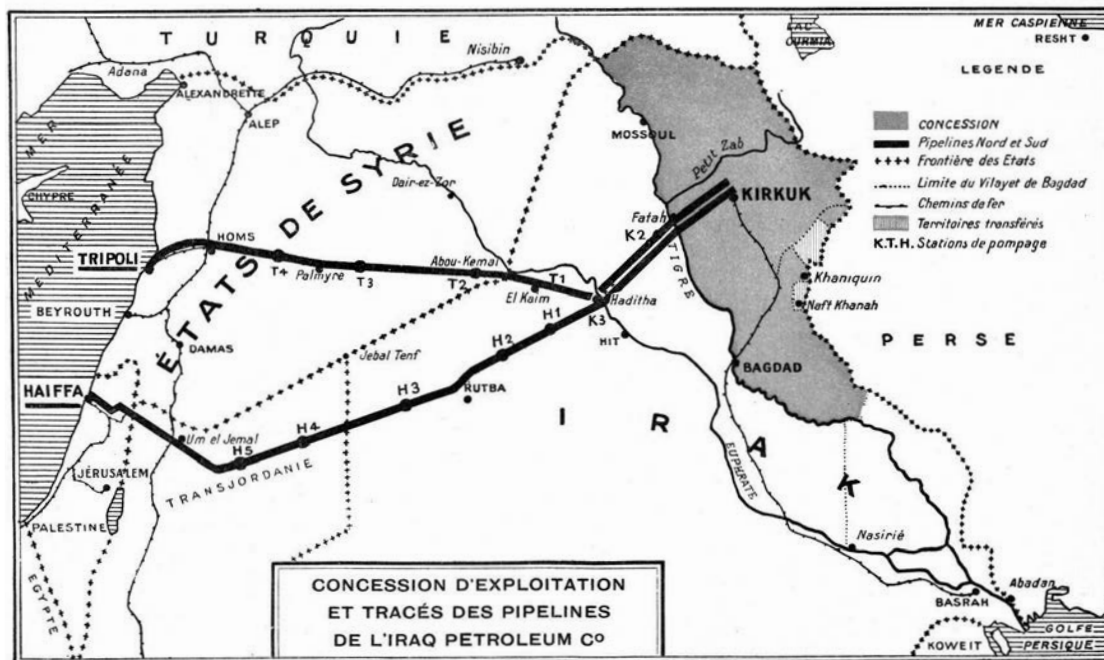


Figure 2. Carte correspondant au pipeline avant la construction du port de Banias (Syrie) dans les années 1970 (Archives Total)

2. Le pétrole comme arme de combat

Si le pipeline est la cible d'attaques armées, il est également au centre des conflits économiques de la région avec la question des redevances pétrolières qui oppose l'IPC et les pays de transit. Au moment des premières négociations en 1931, le Liban et la Syrie étaient encore sous mandats internationaux, ce qui a permis à l'IPC de signer avec eux des accords sur le transit pétrolier très avantageux en ne leur versant qu'une somme négligeable en £ pour la protection et l'entretien du pipeline. Ces accords sont remis en cause une dizaine d'années plus tard, lors de l'accès à l'indépendance du Liban et de la Syrie et de la généralisation de l'accord fifty-fifty³ au

début des années 1950. Au Proche-Orient, l'Irak en bénéficie rapidement : alors que ses revenus pétroliers ne représentaient que 16 % du budget total de l'État irakien avant 1952, ils atteignent 60 % en 1958-1959. En voyant les bénéfices accumulés par les États producteurs, les pays de transit comme la Syrie et le Liban décident alors d'obtenir l'extension du principe de l'accord fifty-fifty à la question du transit pétrolier. Pour les pays de transit, l'enjeu de ces accords est de faire reconnaître l'importance primordiale de ces États dans la question pétrolière⁴. Les deux jeunes États obtiennent

qui veulent une redistribution plus équitable des recettes pétrolières et se généralise lorsque l'accord est mis en place, en 1950, entre l'Arabie saoudite et la compagnie américaine Aramco.

4. Les nombreuses et longues négociations qui ont lieu entre le Liban, la Syrie et l'IPC sont très bien décrites dans la thèse de Pascale Gemignani-Saxstad intitulée *La France, le pétrole et le Proche-Orient de 1939 à 1958*, Université Paris IV, thèse réalisée sous la direction de Jacques Bariéty, 1998, 1248 p.

de l'IPC qu'elle leur verse une redevance pétrolière pour l'utilisation du pipeline Kirkuk-Méditerranée sur leurs territoires. L'expansion de l'accord fifty-fifty aux pays de transit transforme définitivement les relations entre la compagnie et ces pays. Même si les revenus que reçoivent les gouvernements libanais et syrien se situent en-dessous de leurs attentes, il n'en reste pas moins que ceux-ci ont gagné une bataille face à l'IPC en affirmant l'importance du rôle des pays de transit dans le processus d'exportation du pétrole.

La nationalisation du canal de Suez en 1956 par Nasser marque un tournant majeur dans l'histoire du Proche-Orient et engendre l'une des premières crises pétrolières : pour la première fois, les États arabes utilisent l'arme du pétrole de manière organisée. Le pipeline Kirkuk-Méditerranée est au cœur de ces tensions, comme le développe l'historien Philippe Tristani⁵. Il subit de nombreux sabotages à partir de novembre 1956, avec l'accord du gouvernement syrien, ce qui engendre une augmentation du prix du pétrole en Europe. Les pays du Proche-Orient lancent un avertissement aux grandes puissances occidentales : le pétrole ne pourra plus être exporté sans leur accord. Ils veulent jouer un rôle plus important dans l'industrie pétrolière et obtenir leurs parts des revenus des compagnies. Le pétrole irakien cessera d'être exporté par le pipeline jusqu'en mars 1957 car les réparations ne pouvaient avoir lieu sur le réseau syrien tant que les troupes françaises, anglaises et israéliennes n'évacuaient pas le territoire égyptien et palestinien. Après cet événement, le pétrole est vu comme un moyen de pression très efficace par les pays arabes qui décident de s'organiser davantage.

5. Philippe Tristani, « De la fermeture du canal de Suez au sabotage des pipelines de l'Iraq Petroleum Company : l'Occident face à l'arme pétrolière, novembre 1956-juin 1957 », in *Le pétrole et la guerre. Oil and War*, par Alain Beltran (dir.), Éditions scientifiques internationales-Peter Lang, 2012, 430 p.

3. La mobilisation des États arabes après la crise de Suez

Durant les années 1950, les nationalistes arabes prennent le pouvoir et mettent en place des politiques de développement économique qui passent par la réappropriation des ressources naturelles et surtout du pétrole. Des instituts de recherche sont créés, comme le Centre de recherche sur le pétrole présidé par Nicolas Sarkis. L'opinion publique arabe s'intéresse à ces questions et les congrès arabes du pétrole sont organisés, dont le premier se tient en 1959. Ces congrès, décrits par Gamil Yakan comme des « *parlements arabes du pétrole* »⁶, sont des lieux de rencontres entre ingénieurs et chercheurs arabes, où les nouvelles élites cherchent à mettre en place une politique pétrolière commune arabe. Cette réflexion commune va donner naissance à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en 1960 – qui comprend aussi des pays non arabes comme le Venezuela et l'Iran – dont le but est de « *coordonner et d'unifier les politiques pétrolières, préserver les intérêts des pays membres,*

étudier la façon de stabiliser les prix sur les marchés internationaux du pétrole brut, en vue d'éliminer les fluctuations nuisibles et inutiles »⁷. La mobilisation de l'opinion publique permet aux gouvernements arabes de mieux s'organiser et de développer leurs propres politiques afin

de revendiquer leurs droits sur le pétrole.

Les acquis des compagnies pétrolières sont remis en cause et semblent ébranlés par les événements qui ont suivi la crise de Suez. Les revendications syriennes pour l'augmentation des redevances en 1966 mettent en lumière les difficultés grandissantes auxquelles doit faire face l'IPC.

6. Gamil Yakan, *Les Congrès arabes du pétrole : genèse d'une doctrine (1959-1975)*, Lausanne, Impr. Vaudoise, 1977, 520 p.

7. Extrait des statuts officiels de l'OPEP publiés en 1961 lors de la deuxième réunion de l'OPEP, à Caracas au Venezuela.

Le principal argument de la Syrie est l'augmentation importante du volume de pétrole qui transite par le pays. Depuis août 1961, le pipeline dispose d'une deuxième ligne de 30-32 pouces et une partie de la ligne 16 pouces a été reconvertie pour le transport du gaz. La capacité du pipeline est alors estimée à près de 48 millions de tonnes par an. Afin de faire plier l'IPC, la Syrie menace de saisir les biens de l'entreprise sur son territoire et ferme le pipeline, empêchant ainsi les chargements aux ports de Baniyas et de Tripoli. Pour la première fois, la Syrie utilise l'arme pétrolière non pas comme un geste à l'encontre d'Israël, mais pour obtenir une augmentation de ses redevances. L'IPC cède, obligeant la compagnie à renégocier également avec le Liban.

4. Au centre des conflits arabes

La guerre des Six Jours de 1967 marque une véritable rupture entre les compagnies pétrolières et les États arabes. Même s'ils sont défaits militairement, les Arabes décident d'amener le conflit sur un front économique en s'attaquant au pétrole. L'Irak stoppe sa production pétrolière tandis que le Liban et la Syrie interdisent tout chargement de pétrole dans leurs ports et encouragent les attentats contre les pipelines. L'embargo pétrolier prend fin en septembre 1967, mais son effet se fait ressentir dans l'opinion publique et annonce déjà les prémices du premier choc pétrolier (1971-1973). Les relations entre l'IPC et ces pays sont durablement dégradées et prennent fin

lors de la nationalisation de l'IPC en 1972 par l'Irak. De nouveaux contrats sont signés par de jeunes compagnies pétrolières comme Elf-Erap, qui permettent à l'État producteur un total

contrôle sur les productions pétrolières. Alors qu'il était le symbole du développement économique des pays arabes au moment de sa construction, au début des années 1970, le pipeline Kirkuk-Méditerranée ne semble plus être que le vestige d'un temps révolu.

Malgré l'arrivée de nouvelles technologies dans le domaine de l'exportation pétrolière et le développement des *super-tankers*, les pipelines restent aujourd'hui l'un des moyens les plus efficaces pour le transport du pétrole à un coût relativement faible. Le pipeline Kirkuk-Méditerranée repris par les Arabes à l'IPC n'est alors plus au cœur des tensions entre ces pays et les États occidentaux, mais est pris en otage par les politiques arabes régionales. Il sera fermé par le gouvernement syrien en avril 1982 à cause des différends qui opposent Bagdad et Damas pendant la guerre Iran-Irak. En juillet 1998, les deux pays s'entendent à nouveau pour le

remettre en service. Cependant, en 2003, lors de l'invasion américaine en Irak, le pipeline est à nouveau pris pour cible et fermé. Depuis 2007, la Syrie et l'Irak ont décidé de le réhabiliter en mettant en place des zones de coopération spéciales tout le long de l'oléoduc, ce qui confirme une fois de plus l'importance géopolitique du pipeline à l'échelle

régionale⁸. Reste que ce pipeline, pris dans les conflits régionaux, n'a jamais pu incarner ce « troisième fleuve » rêvé par Bagdad. ■

8. *Arab Oil & Gas Directory* – 2011, publié par l'Arab Petroleum Research Center, Paris, 2011, 650 p.